SÉNAT DE BELGIQUE.

SÉANCE DU 24 MAI 1848.

Rapport de la Commission chargée d'examiner le Projet de Loi qui proroge le délai d'achèvement du chemin de fer concédé de la Flandre Occiden- tale.

(Voir les Nos 296 et 302 de la Chambre des Représentants.)

MESSIEURS,

La Commission que vous avez chargée du soin d'examiner le Projet, contenant l'autorisation de proroger le délai d'achèvement du chemin de fer concédé de la Flandre Occidentale, a l'honneur de vous faire son rapport.

Ce chemin de fer aurait dû être complètement établi à la date du 18 mai 1848; en effet, la loi de concession est du 18 mai 1845, et d'après l'art. 8 du cahier des charges, le délai fixé était de trois ans.

Le tiers de ce chemin de fer, c'est-à-dire la ligne de Courtray à Bruges par Roulers et Thourout, longue de 50 kilomètres, a été livré à la circulation le 14 juillet 1847.

La compagnie concessionnaire se trouve, de même que celles chargées d'exécuter diverses autres lignes de rail-way dans le royaume, dans la nécessité d'ajourner ses appels de fonds et ne peut terminer les travaux dans le délai fixé.

Le Gouvernement, eu égard aux travaux déjà exécutés, reconnaissant les difficultés du moment et les louables efforts de la compagnie concessionnaire pour venir en aide aux classes ouvrières des Flandres pendant les hivers de 1845 à 1846 et de 1846 à 1847, a proposé de proroger le délai, de *trois ans*, et ainsi jusqu'au 18 mai 1851.

Votre Commission, Messieurs, se ralliant à la proposition du Gouvernement, admise d'ailleurs sans opposition dans une autre enceinte, vous propose, à l'unanimité, l'adoption du projet de Loi qui vous est soumis.

Le Comte J. B. D'HANE.

ED. DE ROUILLÉ.

D'HOOP.

Le Baron A. DAMINET, Rapporteur.